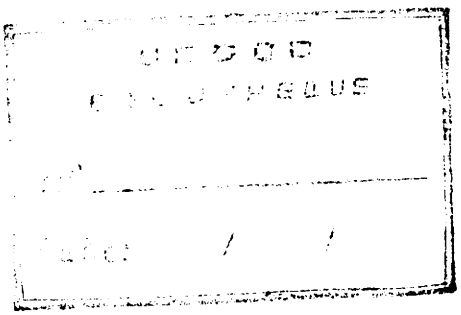
Département territoires, environnement et acteurs Cirad-tera

RAPPORT DE MISSION AU BURKINA-FASO
(du 19 février au 3 mars 2000)

Mise en place d'une opération de conseil de gestion aux exploitations agricoles à la SOFITEX



Anne LEGILE
CIRAD-TERA N19/2000

RAPPORT DE MISSION AU BURKINA-FASO
(du 19 février au 3 mars 2000)

Mise en place d'une opération de conseil de gestion aux exploitations agricoles à la SOFITEX

Anne LEGILE
CIRAD-TERA N19/2000

Rapport de la première phase de la mission d'appui de Anne LEGILE à la SOFITEX pour la mise en place d'une opération de conseil de gestion aux exploitations agricoles (19/2 au 3/3/2000)

1 Introduction

La mission réalisée du 19/02 au 3/03/2000 a été conduite dans le cadre de l'appui sollicité par la SOFITEX (Société Burkinabé des fibres textiles) auprès du CIRAD-TERA, en vue de la mise en place d'un Cdg pour les exploitations en zone cotonnière.
Il s'agissait de préciser les grands axes d'ajustement de la méthode définie par l'équipe du CIRAD (cf Faure et al, 1996) notamment en termes de contenu, d'outils d'animation et de public cible. Pour se faire, il avait été retenu d'évaluer les **besoins et attentes** des principaux partenaires concernés (paysans, Sofitex, organisations de producteurs).
Aussi, après une brève présentation du contexte actuel et des enjeux qui en découlent pour le Cdg, nous analyserons les résultats de nos entretiens qui nous conduiront lors d'une dernière étape à formuler des propositions quant au dispositif à mettre en place. Celles-ci prendront en compte l'ensemble des questions et réflexions qui ont été formulées par les responsables de la SOFITEX au cours de nos différents entretiens et de la réunion de restitution de la mission.

2 Une relance qui rencontre des difficultés.

Le coton représente une source de devise importante pour le Burkina Faso ; c'est pourquoi en 1995 le gouvernement du pays a décidé de profiter de la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 et de la remontée des cours sur le marché mondial pour élaborer un **plan de relance de la production**. L'objectif était alors grâce à un certain nombre de mesures incitatives s'étalant sur 5 ans d'aboutir à un redressement de la filière tombée en 1993/1994 au niveau de 1985/86 avec 116.000 T de coton-graine produites.
Les années suivant le plan de relance seront fastes et s'ensuivront une véritable explosion des surfaces et de la production (campagne record en 97/98 avec 338.000 T).
Cependant les difficultés rencontrées par les producteurs au cours des deux dernières campagnes agricoles (attaques parasitaires non maîtrisées, retard des pluies au semis) ont agi comme un révélateur de la **fragilité du système**. Les GPC (Groupements de Producteurs de Coton) par exemple connaissent à nouveau les problèmes d'endettement qui avaient provoqué l'éclatement des précédentes structures (Groupements Villageois). Ces difficultés conduisent les producteurs de certaines zones à être de moins en moins réceptifs aux recommandations de la SOFITEX.

3 A la recherche d'une autre relation avec les producteurs.

Lors du plan de relance de 1995, les problèmes identifiés au niveau du système de vulgarisation avaient été mis en évidence comme une des deux contraintes au développement de la filière pour la partie production.

La SOFITEX avait d'ailleurs déjà tenté de pallier certaines faiblesses en créant son propre dispositif de terrain : mise en place de correspondants coton (CC) secondés ultérieurement par des ATC (agents techniques coton).
Ces deux catégories d'agents intègrent dans leurs activités un volet d'appui technique. Dans ce cadre les CC et ATC sont amenés à transmettre aux producteurs, au cours de réunions de sensibilisation ou lors de visites de parcelles, les recommandations concernant l'itinéraire technique coton préconisé.
Aujourd'hui les signes mettant en évidence les failles du système n'ont pas échappé à la SOFITEX :

- Stagnation voire baisse des rendements,
- « dérives » par rapport à l'itinéraire technique vulgarisé,
- agents de terrain qui sont surtout perçus par certains producteurs comme des agents de contrôle plutôt que comme des conseillers(d'où l'établissement d'un climat de méfiance) ...

La nécessité d'un changement apparaît donc clairement pour dépasser les frustrations existantes de part et d'autre. L'**enjeu** est donc important car il s'agit d'instaurer une nouvelle forme de relation entre la SOFITEX et les producteurs qui ont un besoin mutuel réciproque. Les travaux menés depuis quelques mois en matière de typologie de fonctionnement des exploitations montrent en effet que la trajectoire de développement des exploitations dans la zone est étroitement liée à l'introduction du coton dans les assolements. C'est en effet grâce à ses revenus monétaires que l'acquisition de la traction animale puis l'augmentation des surfaces cultivées seront rendues possibles.

Il s'agit d'une véritable « révolution culturelle » car il n'existe pas à la SOFITEX, à l'instar d'autres sociétés cotonnières d'Afrique de l'Ouest (Mali, Côte d'Ivoire), de tradition d'appui aux producteurs et ceux-ci restent comme nous allons le voir dans l'attente de schémas relativement dirigistes. Ceci pose la question de l'appropriation de l'outil Cdg par les deux partenaires.
La réussite de l'opération dépendra fortement de la volonté d'établir cette nouvelle relation donc de l'intérêt que chacun y trouve. Ceci nous conduits, avant toute autre chose, à préciser la notion de Cdg sachant qu'elle peut être source d'ambiguïtés eu égard aux conceptions très diverses qu'elle recouvre.

4 Cdg : quelques précisions sémantiques et conceptuelles.

Paul Kleene du CIRAD a défini le Cdg comme :

« Une méthode qui prend en compte l'ensemble de la situation d'une exploitation et cherche en dialogue avec le paysan, un cheminement d'amélioration qui s'étend souvent sur plusieurs années. »

Le Cdg apparaît donc pour le producteur comme un outil **d'aide à la décision** s'appuyant sur une **approche globale** du fonctionnement de l'exploitation. Il travaille sur les modes de raisonnement des paysans en intervenant en amont des problèmes visuellement perceptibles de prime abord.

Ex : un problème à priori purement technique comme l'enherbement trop important des parcelles d'un agriculteur ne trouvera dans l'emploi ponctuel de main d'œuvre ou d'herbicides que des solutions « de rattrapage » si la cause du phénomène est de façon récurrente une surface emblavée supérieure aux capacités d'entretien.
Cet exemple met en évidence l'importance de la phase de **diagnostic** dans le conseil afin de détecter les points de blocage, les causes et les leviers éventuels (différents pour chaque cas !).

Le rôle du conseiller n'est plus alors de diffuser un message mais de guider le paysan en l'aidant à clarifier ses objectifs, à apprécier de manière objective sa situation (dans toutes ses composantes : sociale, technique, économique...) afin de définir avec lui les solutions les plus adaptées.
La principale difficulté pour les conseillers est de trouver la juste position par rapport aux paysans : être à leur écoute tout en gardant le recul nécessaire à un œil extérieur, les aider dans la prise de décision sans se substituer à eux, participer à l'élaboration de pistes envisageables sans apporter la solution...
L'objectif est de favoriser chez les producteurs l'émergence d'une réflexion personnelle devant aboutir à la construction d'un processus durable de développement.

Il s'agit d'établir une véritable **démarche de conseil** pour laquelle les outils tels qu'un carnet d'exploitation ou des fiches de suivi de culture ne seront que des **supports**. Trop souvent les outils sont devenus une fin en soit et ont occulté la fonction de conseil. Ceci est illustré au Burkina par la mise en place des conseillers de gestion auprès des GPC qui sont en réalité dans la plupart des cas uniquement des comptables.
Dans la mesure où la finalité par rapport au conseil est claire, les formes prises par ce conseil peuvent être assez variées (c'est ce qui explique d'ailleurs les confusions existantes sur le terme Cdg). Ainsi des objectifs intermédiaires plus ou moins ciblés peuvent être fixés ; les **portes d'entrée** et les **supports** à utiliser seront définis en fonction de ces objectifs et de la situation rencontrée chez les paysans impliqués. De fait des passerelles importantes seront à construire entre l'approche globale du fonctionnement de l'exploitation et des diagnostics plus sectoriels contribuant à enrichir et rendre pertinent le conseil pour les paysans. Partir de leurs **préoccupations concrètes et immédiates** est une condition sine qua non à l'initiation d'un processus de réflexion plus global.

Ces précisions ayant été apportées, il convient maintenant d'analyser dans quelle mesure le Cdg peut répondre aux attentes formulées par les uns et les autres et à quelles conditions.

5 Synthèse des entretiens.

Au cours de ces deux semaines[1], outre nos rendez-vous avec les différents responsables au niveau de la direction de la SOFITEX, nous avons choisi de nous rendre dans deux zones (SOLENZO et KLESSO) caractéristiques des problématiques évoquées précédemment afin de mieux appréhender sur le terrain les besoins et les freins éventuels à la mise en place d'un Cdg aux exploitations. Pour cela des réunions de groupe et des entretiens individuels ont été réalisés avec des paysans auxquels se sont ajoutées des rencontres avec les membres des bureaux des Unions Départementales de producteurs ainsi que les différents échelons hiérarchiques de la SOFITEX sur place (CC, chefs de région et chefs de zone).

[1] Cf programme en annexe n°1.

- Du point de vue de la SOFITEX et compte tenu des éléments de contexte qui ont été précisés, les attentes nous sont apparues assez nettement : elles concernent la recherche d'outils pouvant permettre la promotion de **solutions durables** pour les exploitations de la zone afin de **pérenniser la production.**
  Cet objectif explique les demandes de la SOFITEX par rapport au Cdg. S'il est entendu par exemple que les deux prochaines campagnes vont constituer une phase test, la SOFITEX souhaite pouvoir disposer d'une base de travail conséquente (d'où le nombre de 10 CC, la prise en compte des producteurs non alphabétisés...). La volonté d'obtenir des résultats tangibles dans des délais compatibles avec les échéances fixées en terme d'évaluation du dispositif a par ailleurs conduit les dirigeants à envisager la détermination de groupes cibles avec lesquels travailler de façon prioritaire. L'étude menée actuellement sur la typologie de fonctionnement des exploitations pouvait militer en ce sens puisqu'elle a mis en évidence des catégories d'exploitation disposant de marge de manœuvre et qui pourraient donc valoriser un véritable Cdg. Cependant cette option irait à l'encontre d'un travail prenant en compte la diversité des exploitations de la zone.
  Ces éléments renvoient à une question fondamentale : « Que pouvons-nous réellement attendre du Cdg ? » .

  Parallèlement à la finalité concernant les systèmes de production, la SOFITEX espère grâce au Cdg **redynamiser son dispositif de terrain** composé de personnes de haut niveau de compétences[2] mais dont les activités actuelles ne permettent pas forcément l'expression pleine et entière.. Pourtant celles-ci nécessitent de nombreuses qualités (sur le plan humain notamment) et compétences car elles constituent un maillon fondamental de la chaîne du développement rural. Ceci est d'autant plus vrai en matière de Cdg. Les CC que nous avons rencontrés ont d'ailleurs reconnu que le Cdg serait un « plus » pour eux aussi bien sur le plan professionnel (installation d'une relation de confiance avec les paysans) que personnel ; ceci n'empêche pas les inquiétudes quant à la surcharge de travail engendrée par cette activité. Là aussi le peu d'éléments dont disposaient les CC par rapport au Cdg n'étaient pas de nature à les rassurer. La formation pourra donc constituer un bon test quant à leur motivation.

- En ce qui concerne les producteurs, nous pensons que le besoin d'appui est réel en particulier pour des actions de type Cdg. Nous voulons pour preuve les entretiens menés avec certains d'entre eux qui montrent que pour nombre d'exploitations (y compris celles ayant atteint un certain niveau de développement) la stratégie adoptée est celle de **l'adaptation permanente à la prise en compte d'éléments conjoncturels** et non la construction d'un processus comprenant plusieurs étapes pré-définies en fonction d'un objectif à moyen terme. Cela peut se comprendre dans l'environnement de fortes contraintes qui est celui des paysans burkinabé mais le problème réside dans l'appréciation parfois erronée de ces éléments associée à une prise en compte du risque très aléatoire.

  Ce besoin n'est par contre pas ressenti en tant que tel par les producteurs qui ont rarement procédé à un diagnostic du fonctionnement global de leur exploitation (le manque de vision autre qu'à court terme : *« A chaque jour son problème »* est associé à une approche sectorielle de l'exploitation afin de diminuer là aussi les sources de blocage et de les traiter successivement).
  Par ailleurs les producteurs ont du mal à imaginer une autre forme d'appui que celles

[2] Les CC ont majoritairement été recrutés à un niveau ingénieur ou technicien supérieur.

qu'ils connaissent. C'est ainsi qu'une majorité de ceux que nous avons rencontrés souhaiteraient un encadrement rapproché (c'est à dire des visites individuelles au champ) qui leur procureraient des solutions clés en main, tout en remettant en cause le **manque d'écoute** des agents et le temps des « recettes ». Il s'agit en fait d'une démarche de déresponsabilisation qui nous a parfois été énoncée très clairement : *« Ainsi on ne pourra plus dire que les paysans ont mal fait ! »*.
Cette attitude est en partie liée aux modes de vulgarisation en vigueur jusqu'alors qui ont toujours maintenu les paysans dans ces positions attentistes, chacun y trouvant finalement son compte. Les limites sont cependant aujourd'hui perçues par les paysans (même si elles les remettent parfois en cause dans leur fonctionnement !). Lorsqu'ils parlent de déficit d'écoute c'est parce que les recommandations qui sont formulées sur le mode du *« Faîtes comme ceci »* ou *« Ne faîtes pas comme cela »* ne leur permettent pas d'élaborer des solutions durables répondant aux problèmes rencontrés. Il est alors facile de reporter la faute sur l'agent de terrain, l'efficacité des intrants...De même les agents de la SOFITEX nous ont souvent parlé des "ingénieurs paysans", vocable employé pour désigner les agriculteurs estimant maîtriser la culture cotonnière (car la pratiquant depuis de nombreuses années) et ne trouvant plus rien à apprendre de la vulgarisation de l'itinéraire technique type.

Certains paysans ont malgré tout développé un système **de recherches d'idée *« pour avancer »*** mais sont limités dans leur réflexion car il la mène souvent seuls. Beaucoup nous ont souligné en effet que les paysans n'aimaient pas livrer « leurs secrets » et qu'une personne extérieure servant d'intermédiaire pouvait grandement faciliter la diffusion entre eux. Cette réflexion ayant déjà été entendue dans d'autres contextes (Cameroun et Sénégal). Nous avons cependant aussi noté l'existence de relations individuelles permettant l'adoption d'innovations. Dans ce cadre les responsables de groupement sont souvent privilégiés car comme ils constituent les interlocuteurs préférentiels des CC notamment, ils peuvent bénéficier de leur appui technique. D'autres réseaux de relation existent même si nous n'avons pas forcément pu tous les identifier. Dans la zone de Solenzo par exemple nous avons pu relever l'influence du village[3] voisin de Dissankuy très souvent cité en référence et dont les paysans s'inspirait pour modifier leurs pratiques. Enfin certains **responsables paysans** ont perçu les besoins existant en terme d'appui aux producteurs et cherchent les moyens d'une **responsabilisation accrue**. Le Cdg peut effectivement en être un.

En résumé, on note une assez grande diversité des attentes (et besoins pressentis) qui manquent parfois de précisions eu égard aux difficultés d'appréhension du Cdg. Cette diversité devra être intégrée à la réflexion concernant les outils à développer.

[3] Ce village avait reçu l'appui du programme motorisation et d'une expérience Cdg.

Tableau récapitulatif des atouts et contraintes perçus par rapport à la mise en place d'un Cdg aux exploitations.

ATOUTS	CONTRAINTES
• Contexte/environnement - Appui du CIRAD : expérience du Cdg en zones cotonnières et possibilité de bénéficier du travail de stagiaires sur des points précis (ex : réseau de diffusion, modèles d'action des paysans).	- Deux dernières campagnes difficiles : réactions négatives de certains paysans par rapport au coton et aux préconisations de la SOFITEX.
Phase de test ↙ ↘	
- Laisse des marges de manœuvre (pas de choix définitifs). - Financement assuré de manière externe : gratuité pour les paysans.	- Echéances courtes.
• SOFITEX - Prise de conscience de la nécessité de modifier l'approche des systèmes de production. - Volonté affichée de donner à l'opération toutes les chances de réussite. - CC avec un niveau de formation initiale élevé. - Temps réservé à la préparation des activités des CC. - Complémentarité avec le travail de typologie des exploitations.	- Temps nécessaire pour s'approprier la démarche, les concepts. - Scepticisme, interrogations par rapport au Cdg et à l'évolution du cadre institutionnel nécessaire à son développement. - Implication récente de l'ensemble des échelons hiérarchiques de la DDPC. - Disponibilité des CC (activités actuelles à alléger). - Démarrage des activités en début de campagne agricole.
• PRODUCTEURS - Paysans et structures d'exploitation qui permettent la mise en place d'un véritable Cdg. - Prêts à faire confiance aux CC si font leurs preuves sur le terrain. - Prise de conscience des limites du système actuel. - Volonté de la part des unions de collaborer à l'opération car reconnaissance de l'intérêt de l'outil.	- Pas de demande formulée : période de test pendant une campagne. - Importance du nombre de producteurs non alphabétisés. - Diversité des situations donc des besoins de conseil.

6 Propositions.

6.1 Principes fondateurs

L'objectif est de partir des **préoccupations concrètes des paysans** impliqués pour aboutir au développement d'une démarche de questionnement sur la pertinence des choix effectués et

d'initier le cycle de la gestion : prévision / décision – action / analyse des conséquences/ adaptation.
La diversité des situations rencontrées ne doit pas cacher l'existence d'un certain nombre de fondamentaux dans la gestion du système de production dont la maîtrise serait bénéfique pour le plus grand nombre. C'est pourquoi nous proposerons un **dispositif évolutif** au cours des deux campagnes de phase test, aussi bien dans le contenu que dans les méthodes d'animation.

Cette proposition répond à plusieurs de nos observations :

- Un des facteurs clés de réussite d'une telle opération étant la **motivation** des partenaires il est indispensable de travailler avec des exploitants **volontaires**. La phase de sensibilisation dans les villages est donc cruciale afin d'exposer clairement les résultats pouvant être attendus mais aussi les contraintes éventuelles engendrées par l'implication dans la démarche.
  De ce fait et notamment la première année il paraît difficile de pouvoir constituer des groupes cibles prioritaires (la demande est rarement assez forte pour cela). Par ailleurs cela risquerait de renforcer l'image de CC qui ne s'adresseraient qu'à certains types de producteurs (sous-entendu les producteurs « modèles » ou les responsables de GPC). De plus le Cdg étant un outil d'aide à la décision, toutes les exploitations devraient en être redevables si elles en font la demande, sachant que dans ce cas le développement du Cdg passera par des instruments diversifiés. Les outils qui ont été développés par le CIRAD jusqu'alors répondent plutôt à une frange de population ayant déjà acquis une certaine marge de manœuvre et pour lesquelles de véritables choix vont être possibles. Pour les exploitations connaissant une situation plus difficile le Cdg s'apparente souvent à des formations (ce qui ne veut pas dire que les premières citées n'y trouve pas leur compte !).

- Généralement lors de la seconde année la demande subit une croissance exponentielle. Des groupes pourront alors se constituer d'eux-mêmes par affinités autour de préoccupations communes. La première année aura permis d'identifier les problématiques présentant le plus d'intérêt au niveau des paysans (thèmes où les innovations seront les plus porteuses) ainsi que les personnes pouvant cristalliser autour d'eux de petits noyaux de réflexion.

- Par ailleurs, ce dispositif permettra aussi aux CC de s'approprier progressivement leurs nouvelles fonctions en leur fournissant un cadre plus ciblé, donc plus sécurisant la première année.

6.2 *Un schéma relativement « classique » la première année.*

6.2.1 Contenu

Nous avons identifié quelques grands thèmes à aborder prioritairement qui devront être validés en cours d'opération et précisés en fonction des zones, du public ...
Il s'agit :

- Du raisonnement du système de production (la définition de l'assolement représentant un axe majeur car porteur de nombreuses analyses : capacité de travail, risque lié au crédit...).
- De la conduite technico-économique des cultures.
- De la gestion de la production et des revenus qu'elle génère.

- De la politique d'investissement (notamment en matière de traction animale).

En première année et compte tenu du calendrier (début des activités en avril/mai) il nous semble judicieux de mettre l'accent sur les deux premiers thèmes. Ceux-ci pourraient d'ailleurs être abordés par une entrée "coton" :
❶ Place du coton dans l'assolement.
❷ Conduite technico-économique de la culture cotonnière au sein des systèmes de culture et de production.

Il ne s'agit pas ici de reproduire une version améliorée de la transmission de fiche technique mais de se servir d'une base connue (donc sécurisante pour les conseillers) pour élaborer une véritable **démarche de conseil** fondée sur l'identification des **objectifs** de chacun et les moyens de les atteindre : *« Réfléchissons ensemble à la façon dont le coton peut nous permettre d'atteindre nos objectifs ».*
Il existe un risque à utiliser cette entrée coton : celle pour les conseillers de retomber très vite dans la transmission verticale d'informations et pour la Sofitex d'avoir du mal à asseoir sa crédibilité vis à vis d'un conseil prenant en compte le fonctionnement global de l'exploitation.
Mais le coton n'est ici que le support, au même titre qu'un carnet de recueil d'informations, à la mise en place de la **réflexion**.
Par ailleurs les avantages à utiliser cette entrée ne sont pas à négliger :
- Le coton est, comme nous l'avons vu, une **culture stratégique** des systèmes de production dans la zone : il s'agira de répondre aux attentes des producteurs et de la Sofitex par rapport à l'élaboration de solutions durables visant la pérennisation de ces systèmes.
- Les problèmes d'endettement connus actuellement sont exacerbés dans certains départements du bassin traditionnel cotonnier (problèmes de fertilité, baisse de rendement).
- Le recueil de certaines données précieuses en vue de l'analyse (ex : production) est aisé.

6.2.2 Dispositif : un travail régulier avec un noyau d'alphabétisés et l'intégration progressive des non alphabétisés.

Compte tenu des remarques qui ont été faites précédemment, il paraît préférable de travailler, au moins dans un premier temps avec des paysans alphabétisés constitués en groupe de 15 à 20 personnes maximum qui **échangent** sur les thèmes retenus à partir de leur propre cas et au cours de **séances régulières**. Des outils testés par ailleurs existent et répondent au nécessaire besoin de constitution par le paysan lui-même d'une base de références et d'indicateurs de fonctionnement objectifs en vue de l'analyse. Ils pourront être adaptés afin de répondre aux thématiques envisagées.
Le conseiller a alors essentiellement un rôle d'**animateur** qui apporte un regard extérieur ainsi que certaines informations (et non recommandations !) qui peuvent aider les paysans dans leur réflexion.
Le Cdg doit donc promouvoir des outils qui permettent aux CC d'assurer ces nouvelles fonctions. Outre la formation que nous aborderons plus en détails ultérieurement, on peut déjà préconiser quelques règles basiques de fonctionnement.

◆ Les fiches de recueil d'informations ne sont que des supports en vue de l'analyse, l'essentiel est bien la discussion. Aussi pour privilégier cet esprit les CC disposeront d'un **guide d'animation** sous formes de **questions** reprenant les grandes étapes des raisonnements

de gestion relatifs aux thèmes retenus. Il est souhaitable d'éviter de distribuer de nombreux documents pré-établis en début de séance (indispensable pour certaines étapes tel le suivi des cultures), par contre en fin de session les paysans doivent pouvoir disposer d'aides mémoire.

♦ Les CC devront partir des attentes des paysans et utiliser autant que possible **leurs savoirs.** Outre les expériences en milieu paysan et les visites au champ qui pourraient venir illustrer certaines séances, il est important que ce ne soit pas toujours le CC qui apporte l'information. Sur certaines problématiques on peut très facilement imaginer que ce soit un paysan (impliqué dans la démarche ou extérieur au groupe) qui soit l'animateur de séance, le CC étant plus en retrait. L'**identification** et le **choix** de ces paysans sont des éléments importants : il ne s'agit pas de relais coton mais bien de personnes **reconnues** par leurs pairs pour leur savoir-faire dans le domaine concerné (et qui possède volonté et aptitude à le communiquer).

♦ Pour aborder les thèmes, l'utilisation **d'outils et de notions simples** est primordiale afin de ne pas décourager les paysans en restant au plus près de leurs schémas de représentations et pour favoriser l'**analyse** (préalable à l'élaboration de conseils). Celle-ci ne doit pas se résumer à une comparaison entre producteurs ou par rapport à une référence pour aboutir à un classement du type « bon/mauvais paysan ».
Des critères comme les marges/ha qui supposent plusieurs niveaux d'abstraction et posent donc des difficultés d'appréhension pour les producteurs pourront être avantageusement remplacés (au moins dans un premier temps) par des formules plus simples comme : « Combien ai-je dépensé sur ma parcelle ? ».

♦ Si la régularité est une composante forte du travail de Cdg, il faut faire attention à ne pas décourager les paysans par un travail trop lourd (dont ils ne voient pas toujours immédiatement l'intérêt) surtout pendant la campagne agricole. Cette remarque vaut aussi pour les CC.

✓ En conséquence le **calendrier** suivant pourrait être adopté :

Période	Activités	Observations
Avril	❶ Séances de sensibilisation dans les villages Si possible : enquêtes « situation zéro » *cf dispositif d'évaluation*	Organiser une réunion et laisser une semaine avant de prendre les candidatures *(P. Rebuffel et les CC)*. Préparation des documents supports.
Mai	❷ Séances d'animation de groupe : « Place du coton dans l'assolement » ❸ Présentation du travail de suivi des cultures	2 *½ journée ; *cf guide de l'animateur* ½ journée ; suivi coton (et vivriers consommateurs d'intrants) ; *cf fiche d'analyse.*
Juin	❹ Animation sur les thèmes du désherbage et de la fertilisation.	2*½ journée en salle + visite au champ Appel éventuel à des paysans en vue de l'animation de tout ou partie des séances
Juillet/août	❺ Animation sur le thème des traitements coton (LEC ?)	½ journée + visite(s) au champ
Août/sept.	❻ Réflexion sur les coûts engendrés par la conduite des cultures.	2* ½ journée

Rmq : déterminer des dates fixes (ex : premier mercredi de chaque mois) pour les séances contribue à faciliter l'organisation.

Le calendrier durant l'hivernage doit être assez souple pour s'adapter aux disponibilités des paysans (et des CC) mais en gardant en tête l'objectif de traiter des problèmes au moment où ils sont une priorité pour les producteurs.
La saison sèche est en général plus adaptée à un travail de fond. Dans le cas présent les activités seront essentiellement orientées vers l'analyse des résultats obtenus sur les cultures. Cependant on peut d'ors et déjà prévoir de répondre à une éventuelle demande concernant la **gestion de la production et des revenus** qu'elle génère. De même des thèmes abordés en cours de campagne pourront être repris de manière approfondie avec éventuellement un apport technique supplémentaire (ex : gestion de la fertilité des sols en lien avec les techniques de production de fumure organique).
Un calendrier précis pourra être établi pour cette période à la suite de la prochaine mission.

✓ En ce qui concerne les **supports** : ne sera présentée ici que la trame des documents car la formation des CC à venir (entre autres[4]) servira notamment à préciser leur contenu. Impliquer les futurs utilisateurs dans l'élaboration des documents est un des moyens d'obtenir leur adhésion à la démarche.
↪ Comme nous l'avons vu **le guide de l'animateur** sera composé d'un ensemble de questions auquel chaque paysan tentera d'apporter une réponse pour son propre cas. Le déroulement des séances thématiques pourra être abordé selon le même plan :

- exposé d'un ou deux paysans sur sa façon de faire
- questions/discussions concernant leurs motivations, contraintes... (pourquoi je fais ainsi ?)
- analyse du raisonnement en référence aux étapes proposées par le guide.

Ex : séance ❷ « Place du coton dans l'assolement »

Postulat : *je dois faire en sorte que mon activité agricole réponde à mes objectifs*

Ces objectifs sont d'ordre alimentaire et monétaire ; le coton répond à cette seconde catégorie (éventuellement à la première par achat de céréales mais un assolement 100% coton serait très risqué, donc approche du **coton au sein de l'assolement**).

1.Constat (partir de cas réels de paysans présents)

Quelles sont les surfaces que j'ai prévu d'emblaver (par spéculation) cette année ? Pourquoi ?

2. *Mes surfaces doivent être adaptées à mes besoins et mes moyens.*

Quels sont mes besoins ?
De quels moyens vais-je disposer : main d'œuvre, équipement, intrants.

[4] De même seront si possible associés à la réflexion les différents responsables de la Sofitex et des unions de producteurs.

L'adéquation entre mes prévisions et ces besoins est-elle réalisée ?
Rmq : la réponse à ces questions peut passer par la mise en place d'outils simples de collecte d'infos.

3. Quelles solutions puis-je mettre en œuvre (à priori) pour améliorer le fonctionnement de mon système de production ?

Rmq : question qui reviendra de façon récurrente tout au long de l'hivernage dans le suivi des cultures.

Ex : Modification de la proportion des différentes productions dans l'assolement
Utilisation d'herbicides pour faciliter le travail de sarclage par la suite
Décalage des dates de semis maïs pour éviter les pointes de travail (ou étalement : très précoce sur certaines parcelles pour assurer la soudure alimentaire et plus tardif sur d'autres)...

↪ Le **suivi technico-économique** pourrait être axé la première année sur le coton auquel on pourrait adjoindre les principales cultures vivrières suivant les zones (productions majeures par rapport à la satisfaction des besoins sur lesquelles s'opèrent des compromis en terme de répartition des intrants, de la main d'œuvre...). L'idée est de développer des fiches de suivi qui mettent l'accent sur les **indicateurs** des phases critiques du schéma d'élaboration du rendement : semis, fertilisation, premiers sarclages notamment, sachant que pour ces éléments il est important d'avoir la **date de réalisation et les coûts**. Ces fiches sont à construire mais il existe des modèles élaborés par ailleurs dont on peut s'inspirer (ex : annexe n°2).
Dans la démarche il s'agit de raisonner avec les paysans sur :

1. leurs objectifs prévisionnels en début de campagne
2. la mise en œuvre au cours de la campagne des différentes opérations
3. l'analyse des écarts (prévus/réalisés) en fin de campagne par la mise en évidence des corrélations entre la production obtenue et les décisions techniques prises au cours de la campagne.
4. les possibilités d'amélioration de la conduite des cultures

Des documents d'accompagnement seront mis à la disposition des CC pour les aider aussi bien en terme de **méthode** (le suivi assuré par Pierre Rebuffel aura essentiellement ce but d'appui à l'appropriation de la démarche) que de constitutions d'un référentiel technique. A cet effet des fiches plus sectorielles peuvent être conçues à leur demande pour **information** (ex :lutte étagée ciblée ; fumure organique).

✓ **Intégration des non alphabétisés.**

Compte tenu du faible taux d'alphabétisation dans les villages et des échéances existantes, la SOFITEX souhaite engager dès la première année une démarche vis à vis des non alphabétisés. Le développement du Cdg bute depuis ses débuts sur cette question et il est certain que proposer des pistes dans cette direction, même à titre expérimental, est déjà une avancée.
Pour la première année, engager une opération lourde avec les non alphabétisés paraît difficile car cela sous-entend de mettre au point des outils particuliers (les expériences dans ce domaine sont peu nombreuses) très rapidement. Par contre ce qui est envisageable c'est de réaliser une **expérience sur un ou deux villages** avec des groupes de non alphabétisés auprès desquels seraient testés un travail fondé sur l'oral uniquement et/ou avec des fiches très simples. L'expérience du projet motorisation pourrait être utile pour leur conception. De même l'aide des Unions de producteurs serait précieuse en nous apportant des éléments sur la transmission orale des savoirs (cf aussi travail de stage Cirad sur les réseaux de diffusion) et

en nous indiquant des paysans ayant mis en place une dynamique de développement pouvant nous servir de référence.
Par ailleurs parallèlement aux séances avec les alphabétisés dans les villages retenus, il faut réfléchir à une **diffusion élargie** : réunion de restitution/discussion sur des thèmes particuliers où les paysans impliqués dans la démarche Cdg expliqueraient aux autres ce qu'ils tirent comme bénéfice de l'opération (valorisation des paysans partenaires). Ces réunions doivent cependant être très bien préparées pour être réellement efficaces, aussi il serait préférable de ne pas en prévoir plus de une ou deux en cours de campagne et de les développer plutôt en saison sèche.
Enfin nous avons raisonné avec l'idée sous-jacente que le noyau d'alphabétisés serait constitué des décideurs sur l'exploitation. Il est indubitable que les résultats les plus probants sont obtenus dans ce type de situation. Mais on peut réfléchir à une formule intégrant une personne alphabétisée même si elle n'a pas le statut de responsable du moment qu'elle est volontaire et dûment mandatée par les autres membres de l'exploitation. Le problème est celui de la diffusion de l'information et du rapport qui va s'établir entre les principaux protagonistes (l'information est source de pouvoir !) puisque la plupart du temps ce sera l'alphabétisé seul qui participera aux séances. Dans une configuration de conseil individuel cela est moins problématique (rencontre sur l'exploitation donc présence de plusieurs membres possibles).

En tout état de cause, le travail avec des exploitations ne possédant pas en leur sein de membre alphabétisé ne pourrait aller au delà d'une **phase de sensibilisation** aux grands principes de la gestion d'une exploitation. Très vite l'analyse sera bloquée par manque de données objectivement vérifiables qui permettraient de dépasser le stade des suppositions et hypothèses. Par contre, et cela a été observé au cours d'expériences précédentes (Burkina, Sénégal) le Cdg est un important facteur de motivation en vue de l'alphabétisation et pourrait constituer un support pertinent à la post-alphabétisation.

6.3 Une réflexion sur l'extension du dispositif à mener dès la seconde année.

Plusieurs pistes pourront être conduites de front en seconde année :

1. Continuer le travail débuté avec les noyaux d'alphabétisés sur la base de séances régulières (une à deux fois par mois en moyenne) afin d'avancer dans l'analyse et de développer le conseil[5]: utilisation d'indicateurs plus complexes par exemple pour si possible définir de véritables stratégies à court et moyen terme.
Dans cette optique, il sera nécessaire de mettre en place un module de perfectionnement pour les CC qui ont débuté l'opération en avril 2000.

2. Envisager l'extension du dispositif :

• Une session de formation concernant des CC non encore impliqués pourrait être organisée pendant la saison sèche (début 2001) afin d'étendre le réseau à de nouveaux villages (10). En matière de suivi les 10 CC formés en 2000, tout en continuant à bénéficier de l'appui technique de l'agronome du Cirad et du chef de section Cdg pourraient aider ces derniers dans leur tâches vis à vis des nouveaux venus avec l'instauration d'un système de « parrainage » : chacun aidant un junior dans la conduite de ses activités (envisager une répartition

[5] Souvent la première année la phase de formation/diagnostic est prépondérante mais le choix d'un conseil axé sur une entrée technique devrait permettre d'aller plus vite dans cette voie à condition que les CC acceptent cette nouvelle façon de travailler.

géographique qui le permet). Par ailleurs il faudrait commencer à impliquer les formateurs dans ce type d'action. C'est pourquoi en 2001, « seuls » 10 nouveaux CC sont prévus : les périodes de formation en saison sèche seront en effet nombreuses : perfectionnement pour les CC 2000 (10 à 15 jours), formation initiale pour les CC 2001 (1 mois) et les formateurs (1 mois). Ces deux dernières périodes pourraient éventuellement être allégées si les personnes concernées sont tenues informées tout au long de la campagne 2000 des activités menées, d'où l'importance de la communication interne.

• Dans les villages concernés par la première phase, il faut prévoir à côté des séances avec l'animateur, des plages horaires pour la mise en place de réunions entre paysans uniquement ou encore avec intervention sur leur demande de l'animateur. Il s'agit de formaliser ici, afin de leur donner une importance reconnue, ce qui se met en place traditionnellement dans les opérations Cdg. Ces réunions ne sont pas forcément censées regrouper tous les paysans impliqués à chaque fois et peuvent aussi intégrer des non participants réguliers.
Ce schéma conduit à expérimenter de nouvelles méthodes d'animation moins consommatrices de temps pour les CC donc contribue à élaborer des pistes en vue de l'élargissement de la démarche à un public plus nombreux.

• Enfin, même si ces considérations seront au coeur du débat suite à la phase test et l'évaluation du projet, mener une réflexion concernant l'orientation à donner au dispositif pour la suite de cette première étape pourrait être pertinent.
On peut d'ors et déjà imaginer qu'il serait intéressant par exemple de répondre de manière plus ponctuelle à des demandes particulières émanant de groupes de volontaires qui se constitueraient pour l'occasion : alphabétisés ou non, impliqués dans la démarche régulière ou non. Le but de ces séances serait d'organiser un débat autour d'une question donnée : 2 à 3h de discussion en salle ou sur le terrain à multiplier en fonction de la richesse des débats et des interrogations subsistantes.

Ex : Quel est l'intérêt de calculer les coûts liés aux cultures ?
Comment calculer mes dépenses ?
Pourquoi et comment mettre en place une activité d'embouche ovine ?
...

Dans la mesure où le travail s'effectuerait sur demande les thèmes pourraient être très variés. Les exemples précédents ont été pris car ils correspondent à des sujets de préoccupation très fréquents chez les paysans. La gestion de la trésorerie et l'élevage figurent parmi les deux principales demandes rencontrées.
Nous voyons immédiatement que ce type de dispositif peut engendrer des besoins en disponibilités et des compétences que les CC ne pourront pas forcément mobiliser en totalité. Il serait donc nécessaire de :

- mettre en place des collaborations avec des personnes ressources extérieures à la Sofitex : vétérinaires, organisation de producteurs...
- utiliser des outils diversifiés pour un conseil différencié,
- envisager des méthodes d'animation où le conseiller n'aurait qu'un rôle secondaire à jouer au regard de celui des paysans (exemple des paysans expérimentateurs en Amérique latine, cf travaux de Henri Hocdé).

3. Le Cdg est un outil qui favorise l'émergence des problématiques majeures de développement ainsi que les problèmes rencontrés au quotidien par les agriculteurs. Si l'objectif est de mettre les paysans face à leurs responsabilités, certaines contraintes ne pourront être levées que collectivement et à l'échelle macro-économique. Le Cdg pourra donc aider à la définition de programmes d'action "de masse" pour lesquels la Sofitex sera

l'opérateur si elle est directement concernée (ex : réorganisation des procédures liées au crédit intrant) ou le relais vis à vis des structures ad hoc (ex : alphabétisation).

6.3.1 Organisation du dispositif

✓ Au niveau de la SOFITEX

Nous avons pu vérifier qu'il n'existait pas de blocage à priori sur le fait que ce soit la SOFITEX qui assure ce travail. Il nous a souvent été répété que si les paysans voient leur intérêt dans l'opération, donc si les agents répondent à leurs attentes sur le terrain, la confiance s'établirait d'elle-même. Ce qui ressort c'est qu'au delà de l'appartenance à une structure c'est la qualité de l'homme et ses actions qui sont prises en compte par les paysans. Cela sera d'autant plus vrai pour le Cdg dont les résultats sont étroitement liés à la relation qui va s'établir entre le conseiller et le producteur.
Les paysans ont reconnu les compétences des CC et la possibilité pour eux d'assurer ce travail *« si on leur en donne l'instruction »*. Des doutes ont par contre été émis quant à leur disponibilité.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, plusieurs points sont à retenir :

♦ **Les CC devront être motivés et formés pour cette action.** Outre le choix des personnes qui présentent les qualités requises (animation, contacts relationnels), un important travail d'acquisition de compétences en matière de Cdg est à mener. C'est pourquoi la prochaine mission (25/03 au 7/04) aura pour objectif exclusif la formation des CC à l'appropriation de la démarche et à l'utilisation des outils préconisés. Une phase préliminaire aura eu lieu afin de les familiariser à l'approche globale du fonctionnement des exploitations ; cette partie étant assurée par M. Pierre Rebuffel actuellement en poste à Bobo.

♦ Les CC devront bénéficier de conditions de travail compatibles avec les activités demandées. Il serait donc judicieux que les CC engagés dans le Cdg puissent être déchargés de leurs activités de suivi en dehors d'un village (celui où ils habitent par ex). Ils gardent ainsi le contact avec les activités quotidiennes tout en se concentrant davantage sur la synthèse et l'analyse, ce qui est très complémentaire avec le Cdg. Par ailleurs l'évaluation de la hiérarchie devra prendre en compte l'action Cdg dans l'appréciation du travail réalisé par les CC.

♦ Un important **travail de suivi** est à opérer tout au long de l'opération. Dans le cadre des ressources immédiatement mobilisables, le nombre de 5 CC testant la méthode semble un maximum. La demande de la SOFITEX étant de maintenir le nombre de 10 CC prévus au départ, nous étudions les moyens d'y répondre en s'adjoignant d'autres partenaires. Si cela s'avérait impossible, il faudrait peut-être revenir à une des propositions que nous avions faite au cours de la mission à savoir : choisir deux voire trois régions avec dans chacune deux ou trois CC (6 au total). Ce scénario présente l'avantage de développer une véritable dynamique dans une région plutôt que de faire du « saupoudrage » sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, il est important de prévoir des rencontres entre CC, cette configuration faciliteraient leur organisation en évitant les grands déplacements à Bobo.
Enfin ceci permettrait à l'agronome du Cirad chargé de l'appui sur l'opération de ne pas consacrer tout son temps au suivi mais de pouvoir réfléchir à la diffusion de l'expérience, à la mise en place du processus d'évaluation...

♦ Etant donné que l'enjeu est de créer une dynamique de développement à partir d'une expérience de Cdg limitée, il est nécessaire **d'impliquer les différents échelons hiérarchiques de la DDPC** dans la construction du dispositif (choix des villages, thèmes prioritaires...). La séance de restitution de la mission a été intéressante à ce titre puisqu'elle a permis à ceux qui étaient présents d'exprimer leurs craintes et donc de progresser dans l'appropriation de la démarche : résultats pouvant être attendus, contraintes...Ce type de réflexion/débat devrait être renouvelée régulièrement :
- points sur la mise en œuvre en début et milieu de campagne agricole ainsi qu'une évaluation des résultats en saison sèche réunissant l'ensemble des chefs de région et responsables du staff DDPC.
- réunions plus informelles et plus fréquentes au niveau des régions (tous les deux mois) avec les chefs de région, chefs de zone et CC.

Le succès de la phase test dépend étroitement de l'adhésion des personnels et ce à tous les niveaux. Les risques sont grands dans le cas contraire à voir des opérations jugés prioritaires prendre le pas sur le Cdg dans l'emploi du temps des CC.
Il sera par ailleurs très important de communiquer (en interne et en externe) sur l'opération. Certains canaux existant pourront être utilisés (ex : journal de l'UNPC-B dont le premier numéro vient de sortir) et d'autres sont à créer (émissions de radio, lettre bimensuelle du Cdg...). Négocier un budget annexe auprès des bailleurs afin de s'adjoindre les moyens humains et financiers nécessaires à ce volet serait souhaitable.

✓ Collaboration SOFITEX-UNPC-B

L'UNPC-B apparaît comme un partenaire incontournable et privilégié de l'opération Cdg, d'autant qu'à terme le dispositif de conseil pourrait être transféré aux organisations de producteurs ou à l'interprofession.
Les domaines d'application de la collaboration entre les deux structures sont nombreux :
- réflexion sur la transmission orale des savoirs (précédemment évoquée) en vue de d'atteindre les non alphabétisés,
- identification des paysans qui pourraient être des animateurs ponctuels,
- diffusion de la démarche,
- définition et programmation des axes prioritaires sur lesquels concentrer l'activité des CC en matière de Cdg,
- **évaluation.**

Dans ce dernier domaine l'association pourrait s'avérer particulièrement fructueuse. La réflexion dans ce domaine est encore peu développée à l'heure actuelle et toutes les voies d'avancée seront les bienvenues.
Les succès et limites de l'opération s'apprécieront au niveau des **changements opérés** chez les paysans. Deux ans est une période très courte pour observer des modifications visuellement perceptibles au niveau des systèmes de production mais suffisante pour aboutir à certains changements dans le mode de décision. Le problème pour ces derniers étant de pouvoir les apprécier. La contribution d'une aide extérieure sous forme de stage de fin d'études par exemple pourrait être envisagée sur ce point.
Concrètement la SOFITEX et les Unions de producteurs pourraient mener parallèlement leur propre évaluation (en fonction des objectifs recherchés de chacun) et se rencontrer pour échanger sur leurs visions forcément complémentaires. Les responsables de l'UNPC-B seraient donc conviés à participer aux **trois grandes rencontres** réunissant les chefs de région et le staff (ce qui formerait le **comité de pilotage et d'évaluation du Cdg**).

Ce comité de pilotage paritaire (SOFITEX, Union des producteurs) doit être décentralisé aux niveaux régional et départemental. Aussi il importe de formaliser rapidement leur composition à chacun des échelons ainsi qu'un calendrier fixant les échéances pour les rencontres : à l'échelle de la région il semble souhaitable que le comité puisse se réunir tous les **deux mois** afin de dresser un bilan des activités écoulées et définir les options à privilégier pour la période à venir. Pour cela il devra disposer d'informations issues du suivi de terrain réalisé conjointement par les échelons hiérarchiques SOFITEX, les Unions Départementales et l'agronome du Cirad chargé de l'appui technique sur ce projet.

Rmq1: La procédure d'évaluation suppose que l'on caractérise la situation de départ. Les CC auraient pu être chargés de réaliser dans chaque exploitation suivie, une enquête de fonctionnement (sur la base de celles effectuées par la cellule suivi-évaluation). Cela leur permettait en sus de mieux connaître les paysans avec qui ils vont travailler et de répondre à l'attente de ces derniers concernant une visite individualisée.
Cependant cela risque de ne pas être réalisable dans le créneau de temps imparti et la nécessité d'une évaluation extérieure et d'une **réflexion approfondie** sur des **indicateurs de suivi spécifiques** est évidente. D'où la nécessité de mobiliser des moyens supplémentaires pour financer un stage (devant répondre à la question de la définition des critères d'évaluation à prendre en compte) et/ou des missions spécifiques sur cet aspect.
Rmq 2 : Compte tenu des échéances actuelles et des thèmes retenus l'évaluation définitive du projet ne pourra être effective qu'après le démarrage de la campagne 2002 (juin). Par ailleurs il serait intéressant suite à cette phase d'évaluation d'organiser un atelier réunissant les différents partenaires concernés en octobre de la même année afin de définir les grandes orientations à prendre suite à cette phase test.

7 Mission du 25/03 au 7/04

La prochaine mission aura pour but la formation des CC chargés de la mise en œuvre du Cdg avec les paysans et l'élaboration des documents de suivi du Cdg.
Si les apports théoriques sont importants notamment concernant des concepts et méthodes, l'école du terrain reste la meilleure forme d'acquisition de la démarche.
C'est pourquoi nous utiliserons le travail préalable réalisé par Pierre Rebuffel. Une première session sur le terrain sera donc organisée pour restituer auprès des agriculteurs enquêtés les conclusions tirés de l'analyse des entretiens et engager avec eux une réflexion sur leurs besoins en terme de conseil et la manière d'y répondre.
La seconde phase de terrain sera consacrée à la pratique d'une réunion de sensibilisation dans un ou deux des villages retenus. Placée en fin de module cette séquence permettra d'apprécier l'impact de la formation et l'adhésion des CC à leur nouvelle approche du travail de terrain. Entre ces deux pôles, la formation sera assurée en salle mais toujours en partant de l'expérience des CC.
Un programme détaillé figure en annexe n°3 et pourra être discuté le premier jour de mission avec la Sofitex.

8 Conclusion

Les enjeux concernant la mise en place d'un Cdg aux exploitations sont d'autant plus importants dans le cas présent que les échéances sont courtes. Pour la SOFITEX le Cdg s'inscrit dans la poursuite d'un processus engagé depuis plusieurs années déjà mais provoquant des mutations de grande envergure (et des défis en conséquence) puisqu'il s'agit d'intégrer au sein d'une structure industrielle et commerciale des objectifs de développement de l'amont de la filière.

Si à moyen et long terme le Cdg répond parfaitement aux objectifs fixés à savoir l'engagement d'un processus durable de développement au sein des systèmes de production cotonniers, la question de la conciliation avec les objectifs court terme (production nécessaire à la rentabilité des investissements) peut-être posée. De par ses effets sur la pérennisation des exploitations le Cdg apparaît comme un des outils à conforter en vue de l'atteinte des finalités de la SOFITEX même si des arbitrages devront peut-être intervenir pour assumer ce choix politique.

Annexe n°1 : Déroulement de la mission

19/02 au 3/03/2000

Samedi 19 février	Trajet Paris-Ouagadougou
Dimanche 20 février	Trajet Ouagadougou-Bobo Dioulasso
Lundi 21 février (Bobo Dioulasso)	Rencontre avec : - les responsables de la DDPC : Ms Yaméogo et Neaulau, - M. Pigé.
Mardi 22 février (Bobo Dioulasso)	Réunion avec les chefs de région de la SOFITEX Rencontre avec M. Traoré (Pt de l'UNPC-B) Trajet Bobo Dioulasso-Solenzo
Mercredi 23 février (Solenzo)	Rencontre avec : - M. Ima (Inspecteur provincial de gestion) - Ms Coulibaly Djibril et Prosper (membres de l'UDPC) - M. Toé (Correspondant Coton)
Jeudi 24 février (Dissankuy)	Réunion avec les producteurs Rencontre avec deux producteurs individuellement : Ms Bonsoa et Baye.
Vendredi 25 février (Dissankuy, Solenzo et Dédougou)	Rencontre avec : - M. Baé (producteur) - M. Thombiano (Chef de zone SOFITEX) - M. Zagré (Chef de région SOFITEX)
Samedi 26 février (Bobo Dioulasso)	Première synthèse
Dimanche 27 février (Klesso)	Rencontre avec M. Somé (Correspondant Coton) Préparation de la rencontre de Kimi
Lundi 28 février (Kimi)	Réunion avec les producteurs Rencontre avec deux producteurs individuellement : Ms Koré et Dem.
Mardi 29 février (Kimi et Bobo Dioulasso)	Rencontre avec : - M.Zanou (producteur) - M. Ouattara (Pt de l'UDPC) - M. Midjoul (Chef de zone SOFITEX) - M. Traoré (Pt de l'UNPC-B)
Mercredi 1er mars (Bobo Dioulasso)	Rencontre avec M. Yago (Chef de région SOFITEX) Séance de travail en vue de la synthèse finale.
Jeudi 2 mars (Bobo Dioulasso)	Réunion préparatoire à la restitution avec les responsables de la DDPC.
Vendredi 3 mars	Réunion de restitution Trajet Bobo Dioulasso-Ouagadougou-Paris Arrivée le 4/03 en France.

Annexe n°2

FICHE PARCELLAIRE COTON

Code de la parcelle : ..... Distance de la maison :.....m Statut : ..... Précédent : .....

Nom du responsable :..... Nbre de cordes semées : ..... Nbre de cordes récoltées : .....

Opérations culturales	Date début	Date fin	Mode	Qté intrants utilisée	Coût des intants	Autres charges	
						main d'oeuvre	anx/matériel
Fumure organique							
Préparation du sol							
Semis				D : V :			
Herbicidage							
Démarriage							
1er sarclage							
N-P-K							
2è sarclage							
Urée							
3è sarclage							
Buttage							
Traitements insecticides	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
TOTAL							

RECOLTE :

Date début	Date fin	Nbre de cordes récoltées	Qté totale vendue	Premier choix	Deuxième choix	Valeur de la vente	Charges	
							Récolte	Transport

RESULTAT DE LA PARCELLE :

Valeur de la production = ...F CFA (1)

Total des charges : coût des intrants + autres charges + charges de récolte + charges de transport = ...F CFA (2)

Revenu de la parcelle : (1) - (2) = ... F CFA

Annexe n°3

Programme de la mission du 25/03 au 7/04/2000

JOUR	ACTIVITES
Samedi 25/03	Trajet Dijon-Paris-Ouagadougou
Dimanche 26/03	Trajet Ouagadougou-Bobo Dioulasso + point avec P. Rebuffel
Lundi 27/03	Contact Sofitex + Contact et début de formation CC
Mardi 28/03	Formation en salle Bobo : de la vulgarisation au conseil
Mercredi 29/03	Formation en salle Bobo : de la vulgarisation au conseil (suite)
Jeudi 30/03	Préparation restitution de Sogodanjkoli
Vendredi 31/03	Préparation restitution de Sogodanjkoli + trajet
Samedi 1/04	Restitution Sogodanjkoli
Dimanche 2/04	Synthèse du travail de terrain + trajet retour
Lundi 3/04	Présentation du travail de 1ère année (session : "*place du coton dans l'assolement*")
Mardi 4/04	Présentation du travail de 1ère année (suivi technico-économique des cultures)
Mercredi 5/04	Présentation du travail de 1ère année (suite) + préparation séance de sensibilisation
Jeudi 6/04	Séance de sensibilisation dans un village proche de Bobo + synthèse de la formation avec les CC
Vendredi 7/04	Synthèse et restitution de la mission avec la Sofitex + trajet Bobo-Ouaga-Paris

LA GOUTTE D'ENCRE

53 place Thermidor
Le Parvis des Facultés
34000 MONTPELLIER
FRANCE
Tél : 04-67-65-30-96